

Ecrit par le 22 juillet 2024

Rénovation énergétique : 582 Vauclusiens aidés par le Département



Achats de chauffe-eau solaire ou de poêle à bois, remplacements de fenêtres, ou encore isolation des murs. Le Département de Vaucluse, a décidé d'accorder une aide aux particuliers afin que ces derniers puissent réaliser leurs travaux de rénovation énergétique. Cette année, 582 Vauclusiens ont bénéficié de cette aide.

C'est un nombre qui est en constante hausse puisque ce sont 416 Vauclusiens qui ont pu obtenir cette aide en 2021, et 221 en 2020. Au total, le Département a financé les travaux effectués en 2022 à hauteur de 496 413€. La subvention départementale est fixée à 10% du montant global des travaux HT, plafonné à 20 000€ HT, soit une subvention maximale de 2 000€ (cumulable sous condition avec l'aide 'MaPrimeRénov' de l'Agence nationale de l'habitat). Pour faire la demande de cette aide, il faut remplir [un formulaire téléchargeable en ligne](#) et l'adresser à Mme la Présidente du Conseil départemental de

Ecrit par le 22 juillet 2024

Vaucluse.

Cette aide couvre la rénovation thermique, qui est réservée aux logements de plus de 15 ans et occupés au titre de la résidence principale, l'installation d'un chauffe-eau individuel, l'installation de systèmes solaires combinés, mais aussi l'installation d'équipements de chauffage au bois.

V.A.

Baisse du chauffage au travail : quel impact sur les salariés ?

Ecrit par le 22 juillet 2024



L'opérateur de bureau [Deskeo](#) vient de réaliser une étude autour de la baisse de température à 19°C dans les bureaux. Cette mesure est-elle bien acceptée par les Français ? Quel impact sur la productivité des salariés ?

Les entreprises tendent à baisser la température au sein de leurs bureaux en réponse au gouvernement qui a appelé les Français à plus de sobriété énergétique. D'après l'enquête de Deskeo, plus de la moitié des salariés Français, c'est-à-dire 59,4%, ont été informés de cette mesure. Les 40,6% restants expliquent qu'ils n'ont pas été mis au courant.

58,4% des salariés interrogés ont plus ou moins remarqué qu'il faisait plus froid dans leur bureau, alors que 41,6% n'ont pas constaté de différence. En très grande majorité, à 67,4%, les répondants acceptent cette préconisation du gouvernement et pensent qu'il est « normal de faire des efforts. » 24,2% avouent ressentir « un mal-être » à cause du froid, et 8,4% se disent en colère car selon eux, « ça ne changera rien à la crise économique et environnementale. »

Au niveau de la productivité des salariés, 54,2% estiment que cette diminution de température n'affecte en rien leur efficacité, tandis que 29% pensent que cela affecte « un peu » leur productivité et 16,8% que

Écrit par le 22 juillet 2024

cela l'affecte beaucoup. Pour 22,4% des sondés, 19°C est la température optimale pour travailler. Pour 26,9%, la température idéale se situe entre 19 et 20°C. Entre 20 et 21°C pour 36,5%, et à plus de 21°C pour 14,2%.

En réponse à la baisse des températures dans les bureaux, 3 collaborateurs sur 4, c'est-à-dire 74,8% des salariés interrogés, ne comptent pas demander de jour de télétravail supplémentaire afin de travailler dans une température plus élevée chez eux.

V.A.

Sobriété énergétique : LMV ouvre une permanence



La crise de l'énergie et la sobriété qui en résulte incitent davantage l'agglomération [Luberon Monts de](#)

Ecrit par le 22 juillet 2024

[Vaucluse](#) à venir en aide à ses administrés. Ainsi, l'[Agence locale de transition énergétique](#) (Alte) tient désormais une permanence le 3^e lundi de chaque mois dans les locaux de LMV au 315 avenue Saint Baldou à Cavaillon.

Sur place, un conseiller peut recevoir les propriétaires, occupants ou bailleurs, de toutes les communes de l'agglomération (à l'exception de ceux de l'hyper centre de Cavaillon, concernés par le dispositif OPAH-RU) gratuitement sur rendez-vous afin de les aider à trouver les solutions techniques adaptées pour effectuer des travaux de rénovations énergétiques, à mobiliser les aides financières possibles, ainsi qu'à trouver les professionnels locaux qualifiés.

Les prochaines permanences auront lieu les lundis 21 novembre et 19 décembre de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30. Il est possible de prendre rendez-vous par téléphone au 04 90 74 09 18 ou [directement sur le site de l'Alte](#).

V.A.

Isle-sur-la-Sorgue, face à la facture énergétique, la ville fait son choix

Face à l'envolée des prix de l'électricité et du gaz qui connaissent une augmentation historique frappant de plein fouet entreprises, collectivités locales et particuliers, la Ville de l'Isle-sur-la-Sorgue s'oriente vers un plan d'économies.

Sobriété énergétique

Le premier concerné par l'envolée des factures énergétiques est l'équipement sportif dont la piscine où le surcoût énergétique dû au gaz a été multiplié par 6. La Ville a donc décidé de chauffer le bassin à 28° sans hausse à 32° ce qui était auparavant le cas pour le cours des bébés nageurs.

Les autres leviers

Les bâtiments administratifs et scolaires subiront une réduction de la période de chauffage et les agents territoriaux et personnels de l'Éducation nationale seront sensibilisés aux bonnes pratiques. Dans un même temps, la Ville travaille sur le fonctionnement et la réduction des consommations d'énergie via un Contrat de performance énergétique.

MH

Sobriété énergétique et télétravail : Quelles possibilités pour l'entreprise et les salariés ?



Les prix de l'énergie et des carburants flambent, avec un impact pour les entreprises et les salariés. Le télétravail serait-il exceptionnellement la solution pour limiter les frais ? Un salarié peut-il demander à télétravailler pour ces raisons ? Ou, à l'inverse demander à venir sur site pour limiter ses frais à domicile ? L'employeur peut-il, de son côté, exiger qu'il télétravaille pendant plusieurs jours d'affilée ? Le point avec Anne-Lise Castell, juriste aux Editions Tissot, spécialistes du droit du travail.

Ecrit par le 22 juillet 2024

Un salarié peut-il demander à télétravailler pour économiser du carburant ?

Oui, pour cela, il faut d'abord vérifier s'il existe un accord collectif ou une charte sur le télétravail qui a prévu les modalités de recours à un télétravail exceptionnel et l'appliquer le cas échéant. Si ce n'est pas le cas, on peut quand même à tout moment convenir de recourir au télétravail d'un commun accord avec l'employeur, accord formalisé par tout moyen.

Peut-il demander à revenir sur site pour limiter ses frais à domicile ?

Celui qui est habituellement en télétravail peut être tenté de revenir dans l'entreprise chauffée et alimentée en électricité. Là encore, employeur et salarié peuvent, d'un commun accord, convenir de mettre fin au télétravail et organiser le retour du salarié dans les locaux de l'entreprise, la décision restant à la discrétion de l'employeur. Les conditions de retour à une situation sans télétravail doivent être prévues par l'accord ou la charte sur le télétravail (Code du travail, art. L.1222-9).

Peut-on imposer du télétravail exceptionnel à un salarié ?

Le plan de sobriété énergétique du Gouvernement a évoqué la possibilité de renforcer le télétravail cet hiver pour permettre à des bâtiments de fermer. L'idée fait débat, puisque le gain énergétique dépend des conditions de travail spécifiques de chaque entreprise et risque a contrario d'augmenter les dépenses énergétiques des salariés...

Renforcer oui ; imposer non. Pour l'imposer, il faut faire face à des circonstances exceptionnelles ou de force majeure, comme la menace du Covid-19. Dans ce cas, la mise en œuvre du télétravail peut être considérée comme un aménagement du poste de travail, rendu nécessaire pour permettre la continuité de l'activité de l'entreprise et garantir la protection des salariés.

Le salarié peut-il exiger une indemnisation des frais occasionnés par le télétravail ?

Les frais exposés en télétravail sont différents de ceux des salariés qui travaillent dans les locaux de l'entreprise : abonnement Internet, achat de fournitures de bureau (imprimante, encre) mais aussi électricité et chauffage ; un sujet « brûlant » du moment...

Le principe posé par la Cour de cassation est que les frais engagés par un salarié dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail doivent être supportés par l'employeur. Cela s'applique à l'ensemble des situations de travail, y compris le télétravail.

La plupart du temps, la question des frais du télétravail est réglée dans l'accord collectif, la charte mettant en place le télétravail ou l'accord salarié-employeur.

Concrètement, le remboursement des frais engagés peut se faire :

- Au réel, sur présentation de justificatifs,
- Ou sous la forme d'allocation forfaitaire, dont le montant maximum varie selon le nombre de jours effectués en télétravail.

Avec la hausse prévisible des prix de l'énergie, le remboursement au réel comporte le risque d'augmenter la prise en charge de l'employeur et l'allocation forfaitaire d'être jugée trop faible par le salarié pour couvrir la réalité de ses frais...

Écrit par le 22 juillet 2024

Par [Anne-Lise Castell](#), juriste en droit social et rédactrice au sein des [Éditions Tissot](#) pour [RésoHebdoEco](#) - www.reso-hebdo-eco.com

Ecrit par le 22 juillet 2024



Écrit par le 22 juillet 2024

Anne-Lise Castell © Gilles Piel

Sobriété énergétique des entreprises : la CCI du Pays d'Arles lance l'auto-diagnostic FlashDiag-Energie



La Chambre de commerce et d'industrie du Pays d'Arles lance FlashDiag-Energie, un auto-diagnostic pour faire progresser les entreprises du territoire dans leur sobriété énergétique.

En cette rentrée, la sobriété énergétique est le sujet d'actualité. Les prix de l'énergie s'inscrivent durablement à la hausse et les enjeux liés au réchauffement climatique nécessitent d'engager son entreprise dans une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre (CO2).

Ainsi, la [CCI du Pays d'Arles](https://www.cci-paysd-arles.fr/) lance l'auto-diagnostic FlashDiag-Energie auprès de l'ensemble des

Ecrit par le 22 juillet 2024

15 717 entreprises du territoire pour les faire progresser dans leur [sobriété énergétique](#) grâce à un accompagnement spécifique.

Le FlashDiag-Energie est un autodiagnostic en ligne qui permet d'identifier, à l'aide d'un questionnaire, les premiers leviers d'actions pour réduire sa consommation énergétique et sa facture énergétique.

Le questionnaire est composé d'une dizaine de points qui correspondent aux questions qu'il convient de se poser pour maîtriser ses consommations d'énergie : consommations ; mesures et suivi ; entretien des équipements ; inventaire des postes ; compétences ; audit énergétique.

A l'issue du questionnaire, l'utilisateur reçoit un livrable au format PDF avec les premières préconisations et pistes d'actions.

En cette rentrée, la sobriété énergétique est le sujet d'actualité © DR CCI

Réalisez l'auto-diagnostic FlashDiag-Energie de votre entreprise en suivant [ce lien](#).

J.R.

Economie d'énergie : la municipalité de Carpentras montre l'exemple

Ecrit par le 22 juillet 2024



Dans un souci d'économie et d'écologie, la Ville de Carpentras va procéder à l'extinction des illuminations de ses monuments. La mesure sera effective, dès 21h, à partir du 1er octobre prochain.

Elle concerne les sites suivants :

- cathédrale saint-Siffrein
- hôtel de Ville
- hôtel-Dieu
- monument de la victoire
- chapelle Notre-Dame-de-Santé
- chapelle du collège
- office du tourisme
- la charité
- la porte d'Orange
- le rempart de la rue porte de Montoux

« Les grandes villes françaises sont déjà montées au créneau énergétique, explique la commune. Ces derniers jours, les mairies de Paris, Marseille ou encore Lille ont annoncé leurs mesures pour réaliser des économies d'énergie, pressées par l'explosion des prix et l'urgence climatique. Quasiment partout, l'extinction des monuments municipaux pendant la nuit a été l'option privilégiée. Nous voulons montrer, avec cette décision et d'autres qui la suivront, la sobriété énergétique dont nous devons faire preuve. »